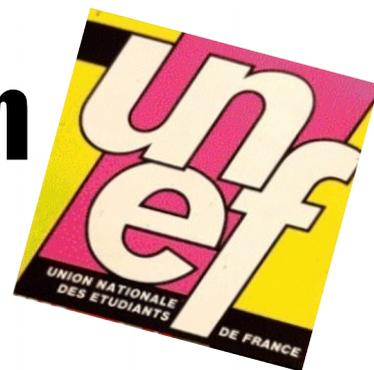


C'était l'Unef - Inform



Site internet : www.unef.org

Mail : cetaitlunef@unef.org

Groupe Facebook : <https://www.facebook.com/groups/cetaitlunef>

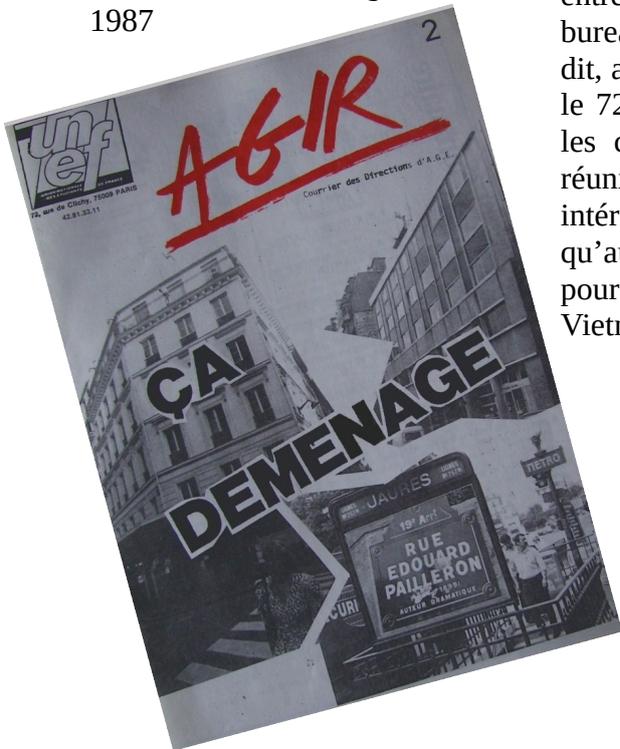
Twitter : https://mobile.twitter.com/c_unef

Bulletin du groupe de collecte et d'analyse des archives de l'UNEF – 15 mars 2021 – numéro 1

Edito

La démarche de collecte des archives a véritablement décollée. Le site unef.org tente de les mettre en ligne progressivement afin de les mettre à disposition de tous. Les archives collectées couvrent aujourd'hui toutes la période qui va de la naissance de la tendance du Renouveau à la réunification de 2001. Il y a déjà plus d'un millier de documents mis en ligne. Il s'agit de poursuivre le reconstitution des archives et de l'Unef et de recueillir des témoignages. **A vos caves, greniers et à vos crayons !**

Une du numéro 2 d'*Agir*, août 1987



Nouvelles signatures

Le texte présentant la démarche de *C'était l'Unef* a reçu de nouvelles signatures notamment celles de Catherine Léger, Didier Seban, Roger Fajnzylberg, Jean Kister, Philippe Cottet, Marianne Boucheret, Christophe Prudhommes, Muriel Oms, François Toulat (le fameux Zarz),... Il y en a actuellement **140**.

Localisation

Les sièges successifs de l'UNEF de 1971 à 2001 :

- 11, rue du Caire (2ème),
- 1, rue de Provence (9ème),
- 25, rue Bouret (19ème),
- 11, rue Godot de Mauroy,
- 72, rue de Clichy (9ème) ou autre entrée 37 rue Ballu
- 52, rue Edouard Pailleron (19ème)

Marc Rossetti donne, en introduction à un texte sur un autre sujet (le chiffre d'orga) en préparation pour le site unef.org, une description du siège de Clichy (qui fait rêver).

"Sis à l'angle de la rue de Clichy (n° 72) et de la rue Ballu (n° 37), le siège du Bureau national de l'U.N.E.F. occupait tout le rez-de-chaussée et les quatre premiers des six étages d'un bel immeuble de style haussmannien. On y accédait au choix par l'entrée commune (37, rue Ballu) ou bien par une entrée privée (72, rue de Clichy). Par le 37, on parvenait directement aux bureaux de l'U.G.E. (au deuxième), à l'étage du Bureau national proprement dit, au troisième, à celui du Secrétariat et de la Présidence, au quatrième. Par le 72, on pénétrait de plain-pied dans une immense salle qui servait, selon les circonstances, d'entrepôt de matériels de propagande ou de lieu de réunion nombreuse ; de là, on gagnait les étages supérieurs par un escalier intérieur. C'est d'ailleurs lorsqu'on l'empruntait qu'on se rappelait soudain qu'au premier étage de ce vaste espace vertical nichaient, pour le meilleur et pour leur pire, nos très discrets voisins de l'Association d'Amitié Franco-Vietnamienne.

Quand, littéralement, je m'y installe à l'automne 1986, le siège est quasiment devenu un squat. Le deuxième, l'étage de l'U.G.E., est livré au silence des blattes et des araignées, aux rongeurs furtifs. Les trois niveaux réservés à l'U.N.E.F. sont sales, un désordre indescriptible règne dans la plupart des pièces et le couloir qui les distribue. Partout du papier, de l'encre et de la poussière ! Seule différence avec l'étage de l'U.G.E. (et celui de l'A.A.F.V.), mais capitale : ça y grouille de jeunesse, d'animation bruyante faite de bavardages, de rires, de cris, de disputes."

Témoignage : Histoire d'un logo

Ce logo a été créé par le graphiste Leterrier pour le congrès de Toulouse [63e congrès qui s'est tenu du 27 au 30 mai 1976]. Souvent imité jamais égalé : un badge en rouge primaire dans un défoncé noir, 3 couleurs avec le blanc lui aussi en défoncé facile à imprimer.

J'ai payé le graphiste en 1982 ! Quand la sub a été rétablie, Michèle Rey [la secrétaire de l'UNEF à cette époque] m'a proposé de contacter Leterrier qui ne nous avait jamais poursuivis et méritait deux fois d'être payé.

D'après les commentaires écrits le 8 mars 2021 par Gilles Boitte sur le groupe Facebook



Analyse polémique

L'UNEF et le mouvement contre le projet Devaquet (novembre-décembre 1986) :

Depuis le 10 mars 2021, le site unef.org s'est enrichi d'un vaste dossier sur le mouvement étudiant victorieux. Voici le texte publié par Guillaume Hoibian le 17 janvier 2021 sur le groupe Facebook.

[Les documents cités sont en ligne sur le site unef.org]

« L'Unef a été un acteur majeur du mouvement Devaquet. Mon post initial n'avait pour objectif que de rappeler les réticences de la direction nationale à mobiliser sur le seul "retrait" du projet de loi à la rentrée. Je sais bien et les archives le montrent que les militants de l'Unef ont été très présents et ont même parfois impulsé le mouvement dans leur université.

Mais il faut chercher à comprendre les raisons qui poussent le secrétariat national à dénoncer ce mot d'ordre comme trompeur. Il ne s'agit pas de critiquer quiconque. J'ai beaucoup de respect pour les dirigeants de l'époque. J'ai moi aussi, à mon niveau de jeune militant, débarqué dans la planète Unef, exprimé mon accord avec cette position.

La droite venait de revenir au pouvoir et la gauche, notamment communiste, était très affaiblie. Le retrait semblait illusoire. L'Unef-id n'y croyait pas non plus, mais pensait possible d'amender, de modifier le projet (et devait résister à la pression de ses minorités). De plus, de fortes mobilisations sur le budget avaient eu lieu au printemps, souvent à l'initiative de l'Unef.

Fin octobre 86, « trois journées nationales d'actions pour le réinvestissement de l'État dans notre formation » ont été organisées et la lettre de convocation du CN des 15 et 16 novembre révèle que la direction n'était en rien passive puisqu'il s'agissait d'impulser « une bataille revendicative et d'organisation des étudiants jamais égalée dans la dernière période en convoquant des Assises des luttes les 29 et 30 novembre » (Courrier du 7 novembre 1986). La direction pense même possible d'organiser une manif nationale pour le 10 décembre (secrétariat du 30 octobre 1986). Les jours qui suivent ce CN, la lutte pour la « non-application du projet de loi Devaquet » apparaît dans les courriers nationaux mais toujours accolée du fameux « et gagner le réinvestissement de l'État dans nos formations ».

Le long courrier de Patrice Leclerc, président, du 12 novembre montre bien la nécessité de se baser sur la diversité des revendications. Les « attaques contre notre droit aux études sont multiples, quotidiennes, locales et nationales (aide sociale, projet de loi, budget, TD surchargés, manque d'informations, non démocratie, manque de polys, restaurants universitaires...) ». Cela permet de montrer que

les difficultés du supérieur n'ont pas débuté avec le retour de la droite (« C'est bien parce que le niveau d'organisation des étudiants a baissé ces dix dernières années que les gouvernements, les administrations ont pu intensifier les attaques contre le droit aux études »). Par ailleurs, il y a une réticence face aux formes de mobilisation qui commencent à apparaître. Des appels (Caen, Poitiers...) à l'unité des étudiants contre le projet Devaquet ont été diffusés fin octobre début novembre (les archives de MR en gardent la trace). Dans le même courrier du 12 novembre, ces démarches sont présentées comme « politiciennes » et menées par « certains, en mal d'agitation, poursuivant leur travail de désorganisation des étudiants, d'entrave au développement du syndicat à l'université ».

Bref, nous sommes encore loin de la stratégie du rassemblement adoptée un an plus tard à Saint-Etienne et l'accent est mis sur la nécessaire syndicalisation même s'il ne s'agit pas « de poser des préalables à l'action ».

Les rapports du BN (14 novembre par Vincent Markidès) et du CN (15 novembre par Marc Rossetti) sont aussi très méfiants à l'égard de ces appels à l'unité qui émanent bien souvent de « certains incapables de développer des actions concrètes importantes ». Avec ces appels de Caen « par la

Effectif

Il y a aujourd'hui **594** membres inscrits au groupe Facebook *C'était l'Unef* avec presque une quarantaine de nouveaux venus par semaine.

AD94 - 120j

Le Fonds AGE PXII déposé en 1991 aux Archives départementales du Val-de-Marne nous est accessible grâce à l'autorisation de Marc Nivet, déposant avec Jean Quentin Poindron. Il y a un très grand nombre d'archives nationales de 1971 à 1989 (Congrès, correspondances, tracts, périodiques..) mais aussi des documents de nombreuses AGE et évidemment de celle de Créteil. On y retourne.

tendance LCR de l'UID » ou de Poitiers « par la tendance PCI de l'UID ou les collectifs anarchistes comme à Nanterre », « on nous propose du vent, des grandes phrases et surtout [on veut] empêcher les étudiants d'être forts en agissant, en se syndiquant avec l'[UNEF]. ».

Mais à ce même CN, les représentants de Nancy (P.Daguerre et P.Goesching) insistent sur la mobilisation contre la loi Devaquet. On voit bien que la direction était très hostile au projet Devaquet mais préférait un travail de fond avec des luttes et des « actions concrètes ». La lutte pour le retrait était considérée comme illusoire car ne permettant pas d'affronter les vraies difficultés des étudiants et masquait les responsabilités des gouvernements précédents. L'enjeu des Assises nationales des luttes des 29 et 30 novembre est d'élargir le spectre des luttes. Dans la lettre envoyée à tous les adhérents (« Lettre du BN - sd mais envoyée juste après le CN), et appelant à la participation aux Assises Nales, une grande diversité d'actions déjà menées sont présentées (lutte pour le dédoublement d'un amphî à Créteil, maintien des notes de TP à saint-Etienne, Grève à Nice contre la hausse des droits d'inscription ... et Manif à Limoges « avec l'AGEL-UNEF » contre le projet Devaquet et à Nancy « avec l'AGEN-UNEF »). Le souhait de ne pas se replier sur le simple mot d'ordre du retrait est clair.

Les notes prises par MR en secrétariat (devenu quotidien) montre l'obsession de ne pas être dépassé par l'Unef-ID. Ces derniers ont prévu des Etats-Généraux le 22 novembre et notre secrétariat pensent que ces derniers vont déboucher sur une manif nationale la semaine suivante (secrétariat du 18 nov). Durant le même secrétariat, MR s'inquiète que nos interventions sur les Assises soient peu visibles et que nous passons comme « un peu briseur de mouvement », « on passe un peu pour les gagne petit », la grève ayant pris à Villetaneuse la veille (lundi 17 nov).

A partir de là, le mouvement démarre et l'Unef se bouge. Par exemple, la FAGIF se rassemble tous les soirs et c'est la mobilisation contre Devaquet qui domine. Patrice Leclerc à la réunion parisienne du 19 novembre déclare que « c'est bien que les étudiants luttent, se mobilisent. C'est en gros tout notre travail de fond qui s'exprime et que l'UID récupère ».

Le même reconnaît que la loi Devaquet est devenu un « problème majoritaire » chez les

étudiants mais que notre rôle est de « reprendre le thème de la syndicalisation, reprendre toute notre place pour amener les bonnes questions à partir de la loi Devaquet ». S'ensuit l'appel de l'UNEF à une manif parisienne pour le 20 novembre en direction du ministère.

Donc, on se bouge mais sur la défensive.



Catherine Jouanneau

Le 20 novembre 1986 nous étions à peine 2000 à défilé dans les rues entre Jussieu et la Sorbonne, j'étais dépitée. Xavier Aknine a dit : "Je suis persuadé qu'il va y avoir un mouvement de très grande ampleur". Je n'y croyais pas du tout 😊

Et le témoignage de Xavier Aknine :

"L'appel de l'UNEF ID lancé lors des États Généraux de mars 87 pour la réunification des 2 UNEF était une opération politique de récupération du mouvement contre Devaquet, pleine de mépris à l'égard des étudiants non syndiqués qui ont été les acteurs principaux d'un mouvement historique, et

Comité de rédaction : Nicolas Briand, Laurent Collet, Frédérick Genevée, Guillaume Hoibian, Robert Injey, Ronan Kerrest, Emmanuel Lyasse, Johann Morri, Laurent Ortalda, Sylvestre Roth, Eric Rouvellac, Eric Schultz, Fabienne Tamim.

ont inventé de nouvelles formes d'organisation, plus souples, plus larges, dans la méfiance des syndicats.

C'est la raison pour laquelle, l'UNEF s'est opposée à cette réunification d'appareils, dans un contexte où le fait syndical était ultra-minoritaire chez les étudiants.

Nous voulions poursuivre l'action et le rassemblement avec les étudiants les plus actifs, fers de lance du mouvement en mettant le syndicat à leur service mais sans faire de l'adhésion un préalable.

Pour revenir à l'orientation de l'UNEF avant le mouvement : elle était clairement défensive en appelant à déraciner le projet Devaquet et non à engager un mouvement massif pour son retrait.

L'explication est très politique : la droite était revenue aux affaires en 86 après sa victoire aux législatives et l'UNEF, s'appuyant sur l'analyse du PCF, en voulait encore à l'élitisme républicain défendu par Chevènement, ex-ministre de l'éducation, et chercha à démontrer que le projet Devaquet s'enracinait dans la politique menée par le gouvernement socialiste.

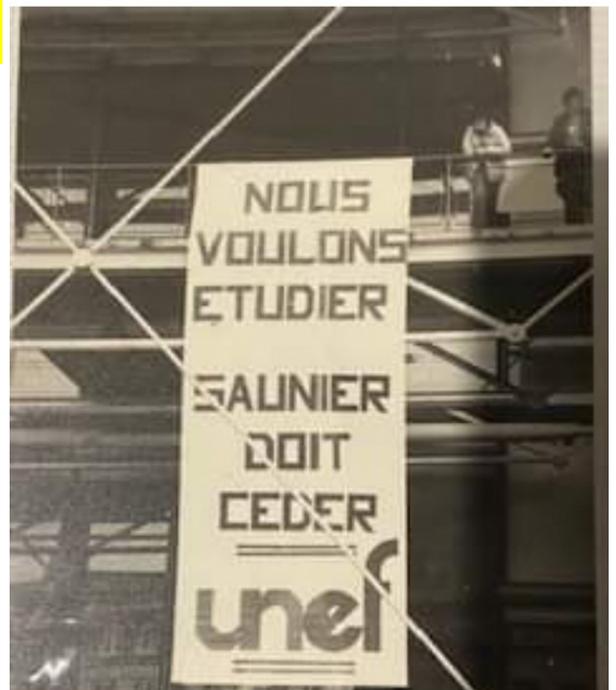
C'était une erreur stratégique car le projet Devaquet qui remettait en cause les diplômes nationaux et ouvrait la voie à une sélection à l'entrée à l'université, était d'une ampleur sans précédent.

Et il fallait en tant que syndicat, s'y attaquer frontalement. C'est la position que j'avais défendue lors du secrétariat de mai 86, m'appuyant sur les luttes étudiantes menées à Bordeaux contre le projet Foyer qui préfigurait Devaquet. J'ai été minoritaire. Serge Gaysot, membre du secrétariat appelait à avoir un débat de fond sur l'université, surtout attentif à mettre en exergue la responsabilité du PS dans la situation dégradée de l'université.

Ensuite, au fil de la mobilisation étudiante, la position nationale de l'UNEF a évolué et le syndicat a enfin pu jouer son rôle pour le développement du mouvement et obtenir le retrait du projet Devaquet. »

La photo du jour

Régis Piquemal nous envoie ceci, avec ce commentaire "Banderole déroulée sur la façade de Beaubourg en mars 1981 à l'occasion des États Généraux des étudiants (manif parisienne et remise des cahiers de doléances au ministre)"



Robi Morder : « 2001, la plus grande catastrophe archivistique de l'histoire du mouvement étudiant récente »

Les choses sont claires. Pour les chercheurs et les archivistes du GERME et de la CME, la disparition des archives de l'UNEF est un drame. La rencontre¹, avec d'un côté Robi Morder, Jean-Philippe Legois et Ioanna Kasapi et Frédérick Genevée, Nicolas Briand, Ronan Kerrest et Guillaume Hoibian pour **C'était l'Unef**, a permis de jeter les jalons d'un partenariat qui donne une perspective et un cadre scientifiques à la collecte d'archives entreprise pour notre collectif.

* La CME et le GERME sont d'accord pour entreposer, classer, inventorier et mettre à disposition des chercheurs les archives papier collectées par **C'était l'Unef** et pour scanner les documents qu'ils possèdent et que nous n'avons pas.

* Les donations deviendraient propriété de la CME et seraient dès que possible versées aux Archives nationales.

* Ils proposent de monter un fonds intitulé "UNEF (1971-2001)". Le classement pourrait déboucher sur une fusion des archives avec l'accord des donateurs ou la création de fonds personnels en cas de refus. Évidemment, un inventaire permettrait aux chercheurs de s'y retrouver.

* La CME et le GERME s'engagent à faire la publicité de ce fonds auprès des différents laboratoires à travers leurs outils de communication et dans le cadre de leur groupe d'intérêt scientifique (GIS) où collaborent des laboratoires tels l'EMA (Gennevilliers), le CREA (Nanterre), le CIRIS (Paris-Université)

* Il nous propose de co-organiser une journée d'études le 17 novembre prochain (Étude d'archives, témoignages...) avec invitation aux enseignants-chercheurs encadrant des doctorants...

C'était l'Unef vous propose de vous associer à cette démarche en continuant de scanner vos archives mais aussi d'envisager de les déposer à la CME après la phase de scans pour le site unef.org. Contactez-nous pour étudier concrètement les conditions et l'organisation de votre donation.

Nous espérons que cela permettra d'amplifier notre reconstitution des archives de l'Unef et de permettre, enfin, que des recherches soient entreprises, ce qui n'était guère, jusqu'à aujourd'hui, possible.

¹ La rencontre a eu lieu dans les locaux de la CME, à Aubervilliers, le samedi 13 mars 2021.

CME : Cité des mémoires étudiantes - <https://cme-u.fr/>

GERME : Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants - <http://www.germe-inform.fr/>

Unef.org, une démarche qui vient de loin.

Le site unef.org a déjà une longue histoire. Son fondateur est Guirec Manceau, fin 1998, alors pour héberger le site de la jeune UNEF Evry, qui a cherché d'autres AGE de l'UNEF pour le rejoindre, et trouvé l'UNEF Paris IV, dont le site était géré par Emmanuel Lyasse, puis l'UNEF Lyon. Il a été ensuite le site commun de nombreuses AGE de l'UNEF opposées à la réunification qui a eu lieu en 2001 des deux Unef. Ses fondateurs l'ont relancé en 2007, l'année du centenaire de l'UNEF, comme site historique ayant l'ambition de traiter de l'UNEF de son renouveau (1971) à sa fin (2001). Ils ont trouvé alors beaucoup d'anciens de l'UNEF pour les rejoindre, mais presque exclusivement des années 1990. Le site s'est ensuite assoupi, faute de nouveaux documents à publier.

Sa relance, en l'appuyant sur un groupe Facebook, en juin 2020, lui a permis de prendre une nouvelle dimension. Des camarades de toutes les périodes ont adhéré à la démarche, beaucoup ont donné des documents qu'ils avaient conservé, certains ont pu explorer des dépôts d'archives, ce qui nous permet d'atteindre aujourd'hui l'objectif fixé en 2007 : couvrir l'ensemble de l'histoire de l'UNEF, de son renouveau à sa fin. Cette couverture n'est certes pas parfaite: nous cherchons toujours à recueillir de nouveaux documents, et des témoignages pouvant les éclairer.

La gestion du site, et de tout ce qui est autour, est désormais assurée par un collectif beaucoup plus large, qui tend à être représentatif de ce que furent, pendant trente ans, les adhérents de l'UNEF, dans toute leur diversité.

COMMUNIQUE DE PRESSE : IL Y A CINQUANTE ANS : l'UNEF

Il y a juste cinquante ans l'Unef se scindait. Deux Unef se créaient alors ; l'une tenant son congrès à Dijon qualifiée d'Unef unité syndicale puis Unef indépendante et démocratique. L'autre tenait son congrès à Paris le 5 mars 1971 au nom de la nécessité du renouveau du syndicalisme étudiant. Nous avons été membres à diverses époques de l'Unef parfois dite renouveau ou solidarité étudiante. Nous avons décidé de nous rassembler pour écrire l'histoire de notre Unef. Nous sommes maintenant plus de cinq cents sur facebook (**C'était l'Unef** <https://www.facebook.com/groups/cetaitulunef/?ref=share>).

Un appel rassemble les signatures d'anciens et anciennes dirigeant-es et adhérent(e)s. Les trajectoires ont été diverses mais nous avons un patrimoine commun que nous voulons partager.

Nous avons créé un site [Unef.org](http://unef.org). Notre objectif est d'abord de repérer les archives qui ont survécu au rythme du militantisme étudiant et aux multiples déménagements puis de les publier sur notre site avant pour les fonds personnels d'éventuels dépôts dans des structures publiques.

Nous ne voulons ni reconstituer cette Unef ni rejouer les débats et les combats d'antan mais nous considérons que cette mémoire ne doit pas disparaître et que cette histoire doit être écrite. L'Unef a eu un apport original au syndicalisme étudiant et au syndicalisme en général. Il doit être connu.

Nous sommes surpris par l'écho de notre initiative qui répondait donc à un besoin. Déjà nous avons approfondi notre connaissance du Renouveau en 1971 dont la page sur le site <http://1971.unef.org> s'est enrichie de documents perdus depuis longtemps et redécouverts ces dernières semaines.

En coopération avec la Cité des mémoires étudiantes, nous envisageons une ou plusieurs journées d'étude et des publications.

Pour l'équipe d'animation, le 4 mars 2021

Frédérick Genevée